



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 20/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EIFFAGE METAL (anciennement MUNCH)**

3-7 place de l'Europe  
78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY

Références : 2024\_2613  
Code AIOT : 0006200210

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2024 dans l'établissement EIFFAGE METAL (anciennement MUNCH) implanté 135, rue de Nancy B.P. 18 54390 Frouard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EIFFAGE METAL (anciennement MUNCH)
- 135, rue de Nancy B.P. 18 54390 FROUARD
- Code AIOT : 0006200210
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	cessation d'activité	Code de l'environnement du 22/11/2016, article R. 512-66-1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	cessation d'activité	Code de l'environnement du 22/11/2016, article R. 512-66-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté au cours de la visite et par l'analyse des éléments transmis par l'exploitant depuis la notification de la cessation d'activité de l'installation en 2016, que l'exploitant a satisfait à une partie des prescriptions visées par l'article R. 512-66-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant est encore redevable des éléments visant à satisfaire aux dispositions relatives à la surveillance des effets de l'installation sur son environnement (4° du II de l'article R. 512-66-1) et à la remise en état du site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation (III de l'article R. 512-66-1).

Ces prescriptions appellent, au regard des diagnostics réalisés antérieurement et de l'historique de l'installation en termes de pollution de l'environnement (sols, sédiments, eaux...), la transmission des résultats d'investigations complémentaires, ainsi que d'un plan de gestion, qui devra proposer, le cas échéant, les mesures et actions à mettre en œuvre afin de garantir que le site ne porte pas atteinte à l'environnement et que le site soit compatible avec un usage industriel. Cette démarche devra être menée selon la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/11/2016, article R. 512-66-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. [...]  II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; [...]
<b>Constats :</b>  Le 22/11/2016, la société EIFFAGE METAL a porté à la connaissance du Préfet la cessation d'activité de son site industriel situé à Frouard, à savoir l'ancien établissement MUNCH, dont les installations relevaient du régime de la déclaration au titre de la réglementation visant les installations classées pour la protection de l'environnement. Le 30/10/2017, l'inspection produisait un rapport, référencé PP/ES/NW/369-2017, qui concluait notamment que la mise en sécurité des installations classées arrêtées définitivement n'était pas complètement assurée. Le 04/10/2019, l'inspection contrôlait lors d'une visite l'état du site et relevait la subsistance de manques et insuffisances vis-à-vis des obligations réglementaires incombant à l'exploitant, lesquels ont été consignés dans le rapport référencé PP/AN/NW/1836-2019, en date du 12/09/2019. L'exploitant a apporté par courrier des 22/01 et 03/04/2020 des éléments de réponses relatifs aux mesures de mise en sécurité du site mises en œuvre jusqu'à lors. Au cours de la visite du 08/07/2024, objet du présent rapport, l'inspection a constaté la persistance de la part de l'exploitant d'actions visant à garantir la sécurité du site. En particulier l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• procède à des opérations de fauchage deux fois par an,</li></ul>

- à détruit la dalle béton de la halle, pour prévenir les intrusions, en supprimant l'intérêt que cette dernière pouvait représenter pour les pratiquants de roller et skate.

De l'analyse des correspondances qui sont venues abonder le dossier de cessation d'activité de l'installation remis en 2016, et des visites de 2019 et 2024, il ressort que l'exploitant satisfait aux points I et II 1°), 2°) et 3°) de la présente prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : cessation d'activité

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 22/11/2016, article R. 512-66-1

**Thème(s) :** Autre, cessation d'activité

### Prescription contrôlée :

II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

[...]

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III. - En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

### Constats :

La réglementation en matière de cessation d'activité pour les installations à déclaration, prescrite à l'article R. 512-66-1 du Code de l'environnement et reproduite plus haut, dispose que le site des installations soit notamment :

- placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;
- placé dans un état qui permette un usage comparable à la dernière période d'exploitation, qui dans le cas présent est un usage industriel ;

L'historique de l'installation en termes de pollution appelle la réalisation d'investigations complémentaires, ainsi que la mise en œuvre d'un plan de gestion, lequel a vocation à répondre aux points suivants de la présente prescription :

- II-4°) : surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;
- III : placement du site dans un état qui ne porte pas atteinte à son environnement e qui permette un usage futur industriel.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de l'exploitant qu'il transmette son plan de gestion visant à satisfaire aux obligations de la présente prescription, lequel sera rédigé selon la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, dans la perspective de l'usage futur prescrit, à savoir un usage industriel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois